Fondation Jean Jaurès

International

# L'OPINION AMÉRICAINE À L'APPROCHE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Frédéric Micheau

05/10/2020

**À quelques semaines du scrutin présidentiel aux États-Unis, Frédéric Micheau, directeur des études d'opinion à OpinionWay, revient sur l'élection de 2016 et l'erreur attribuée aux sondages – erreur à reconsidérer – et dresse un état de l'opinion publique aujourd'hui, où, tout en demeurant incertaine, une victoire de Joe Biden semble pouvoir se dessiner.**

## Retour sur le fiasco de 2016

Un mot-valise a été forgé pour désigner l'échec des sondages lors de la présidentielle de 2016 : *pollocalypse*, l'apocalypse des sondages.

L'expression est frappante mais impropre, puisque les instituts de sondage ont survécu à la fin du monde et couvrent la campagne présidentielle en cours. Elle dit toutefois le choc ressenti par les acteurs de l'élection, les observateurs et l'opinion publique face à l'élection surprise de Donald Trump, alors que la très grande majorité des instituts s'accordaient sur la victoire d'Hillary Clinton. La moyenne des derniers sondages établie par le site RealClearPolitics.com attribuait à la candidate démocrate un score national de 45,5% (contre 42,2% pour son adversaire).

Dans ce contexte, la victoire contre toute attente du candidat républicain a déclenché une pluie de reproches à l'égard des instituts et renforcé leur discrédit après l'échec enregistré lors du référendum sur le Brexit en 2015 au Royaume-Uni.

Une fois la cendre des polémiques retombée, les raisons du plus grand fiasco rencontré par les sondeurs outre-Atlantique depuis la présidentielle de 1948 ont été aisément identifiées. Elles tiennent d'abord au très faible écart de voix entre les deux candidats dans trois États de l'Upper Midwest, qui ont apporté à Donald Trump le contingent de grands électeurs nécessaires pour l'emporter :

- la Pennsylvanie (44 292 voix d'écart, soit 0,72% des suffrages),
- le Wisconsin (22 748 voix d'écart, soit 0,76% des suffrages),
- et le Michigan (10 704 voix d'écart, soit 0,22% des suffrages).

Des écarts de voix aussi faibles sont indétectables par les sondages, quelle que soit leur qualité méthodologique.

Dans le procès intenté aux instituts, il faut aussi ne pas omettre une pièce importante : Hillary Clinton a emporté le vote populaire avec une avance de 2 points, conformément aux intentions de vote nationales. Cet indicateur est habituellement prédictif de l'issue du scrutin. Mais les spécificités du système électoral américain font que la candidate a perdu l'élection générale, malgré un nombre global de suffrages plus élevé. Cette anomalie s'est produite seulement quatre fois auparavant (en 1824, 1876, 1888 et 2000), sur 58 élections présidentielles (soit 7% des cas).

Cependant, cet état de fait ne doit pas conduire à minimiser ou nier les erreurs des sondages. Les dernières intentions de vote ont ainsi largement minoré le score du candidat républicain dans plusieurs États. La sous-estimation fut par exemple d'une ampleur de 5,3 points en Caroline du Nord, 5,7 points dans l'Iowa et le Minnesota. Un écart colossal de 6,9 points a même été relevé dans l'Ohio.

Au lendemain de l'élection, la principale association d'instituts de sondage, l'American Association of Public Opinion Research (AAPOR), a mis sur pied un comité *ad hoc* chargé d'investiguer les causes techniques de l'erreur de prévision. Ce comité a travaillé à partir des données de 422 sondages locaux fournies par 35 instituts différents. Rendues publiques en 2018, les conclusions de ce rapport d'enquête incriminent un faisceau de facteurs, qui tiennent tant aux choix méthodologiques réalisés par les sondeurs qu'aux conditions de l'élection.

La première raison concerne la mauvaise appréhension de la mobilisation électorale de certaines catégories, un aspect méthodologique qui constitue toujours un casse-tête technique aux États-Unis. Le sondage de sortie des urnes conduit par le National Election Pool (NEP) montre que l'électorat afro-américain, qui avait massivement soutenu Barack Obama en 2012 (93%), s'est moins mobilisé en faveur d'Hillary Clinton (89%) en 2016. Or, les modèles estimant la participation sont basés sur les chiffres observés lors des élections précédentes, ce qui a pu conduire à une surévaluation de la participation de ces électeurs.

Le rapport de l'AAPOR souligne également la faiblesse de la représentativité de certains échantillons en ce qui concerne le niveau de diplôme des personnes interrogées. La plupart des

sondages locaux ne contrôlaient pas cette variable, ce qui a conduit dans les échantillons utilisés à une surreprésentation des interviewés les plus éduqués, généralement plus favorables aux démocrates. Dans les scrutins précédents, ce défaut était sans conséquence puisque l'électorat démocrate comportait également de nombreux électeurs peu ou pas diplômés, qui en 2016 ont préféré accorder leurs voix à Donald Trump.

Troisième source d'erreur : une décision tardive d'une partie significative du corps électoral. Dans les États disputés (Floride, Michigan, Wisconsin et Pennsylvanie), 11% à 15% des électeurs se sont décidés au cours de la dernière semaine et ils ont davantage opté pour Donald Trump. Si le choix de ces indécis tardifs s'était réparti de façon équivalente entre les deux candidats, Hillary Clinton aurait gagné la Floride et le Wisconsin. Les 39 grands électeurs de ces deux États auraient porté le total dont elle disposait à 271, un score suffisant pour être élue. Ajoutons que la candidate démocrate devançait nettement son adversaire (44% contre 27%) parmi les préférences des indécis qui se sont finalement abstenus.

En revanche, l'enquête a permis d'écarter un défaut de couverture géographique des échantillons : les instituts ont bien sondé dans tous les territoires, sans exclure les zones plus favorables à Donald Trump. De la même façon, l'hypothèse des électeurs timides de Trump (*Shy Trumpers*) n'est pas étayée par les données examinées. Amplement avancée après le scrutin, cette thèse du vote caché se résume de la façon suivante : la majorité silencieuse ne s'exprime que dans les urnes et ne répond pas aux sondages (ou ne dit pas la vérité). Par crainte de la réprobation sociale associée à un candidat sulfureux et critiqué par les médias, les électeurs républicains auraient dissimulé leurs préférences électorales aux sondeurs, ce qui aurait provoqué une sous-évaluation du score de Donald Trump.

S'il avait eu cours en 2016, ce phénomène d'autocensure bien connu aurait dû s'exprimer davantage dans les sondages réalisés par téléphone, en raison de la présence potentiellement inhibante d'un enquêteur, que dans les études auto-administrées par Internet. Or, la comparaison des réponses mesurées par ces deux modes de recueil ne révèle pas de distorsion permettant d'attester ce biais.

Il faut enfin citer des raisons d'ordre psychologique qui concerne l'interprétation des chiffres publiés. Les modèles prédictifs construits par les agrégateurs de sondages à partir des résultats des intentions de vote ont tous, sans exception, annoncé l'élection de la candidate démocrate : FiveThirtyEight (71,4%), The Upshot, le modèle du *New York Times* (85%), PredictWise (89%) et surtout le HuffingtonPost (98%). La médiatisation de ces probabilités de victoire a pu ancrer de fausses certitudes : dire que la candidate démocrate possède 70% de chances de l'emporter ne signifiait pas qu'elle s'apprêtait à gagner avec un score de 70%. Et pour Donald Trump, une

probabilité de victoire de 30% était considérable : c'était presque une chance sur trois !

Les sondeurs américains assurent avoir tenu compte de ces différents enseignements pour revoir en profondeur leur méthode de travail. Les résultats des élections de mi-mandat en 2018 et des primaires de 2020 ont été correctement perçus. Les données des instituts ont permis notamment de suivre et de comprendre comment s'est nouée la sélection du candidat démocrate, qui a débuté dès le lendemain de la défaite de 2016.

## Les primaires démocrates : un schéma classique

Un mois après le scrutin fatidique, les sympathisants démocrates encore hébétés et amers attendent un renouvellement profond : deux tiers d'entre eux se déclarent enthousiastes à l'idée de la candidature de « quelqu'un d'entièrement nouveau » (66%). Aucun candidat testé alors ne recueille plus de 50%, comme si toutes les personnalités du Parti démocrate étaient associées à l'échec d'Hillary Clinton, et rejetées de ce fait.

Dans ce contexte « dégagiste », une recherche de personnalités issues de la société civile se développe. L'hypothèse de la candidature de la présentatrice de télévision Oprah Winfrey est avancée au cours de l'année 2017 à plusieurs reprises. Début 2018, 47% des sympathisants démocrates souhaitent qu'elle participe à la course à la Maison Blanche. Mais une majorité d'Américains (56%) se montrent opposés à cette hypothèse. Sa candidature fait long feu. Les espoirs se portent alors sur Michelle Obama, jusqu'à ce que l'ancienne *First Lady* mette un terme aux spéculations en mars 2019.

Puisqu'aucune personnalité nouvelle n'émerge, c'est vers des figures connues que se tournent les sympathisants démocrates. Dès juillet 2018, l'ancien vice-président de Barack Obama, Joe Biden, se classe en tête des préférences des électeurs démocrates. Avec un score de 30%, il devance légèrement le sénateur du Vermont Bernie Sanders (28%), qui s'était illustré en 2016. La sénatrice du Massachussetts Elizabeth Warren (13%), le sénateur du New Jersey Cory Booker (8%) et la sénatrice de Californie Kamala Harris (5%) prennent place au second rang. L'option d'un gouverneur à l'identité indéfinie, qui historiquement fut une filière de formation présidentielle fructueuse pour le Parti démocrate (Franklin D. Roosevelt, Jimmy Carter, Bill Clinton), recueille un score marginal de 2%.

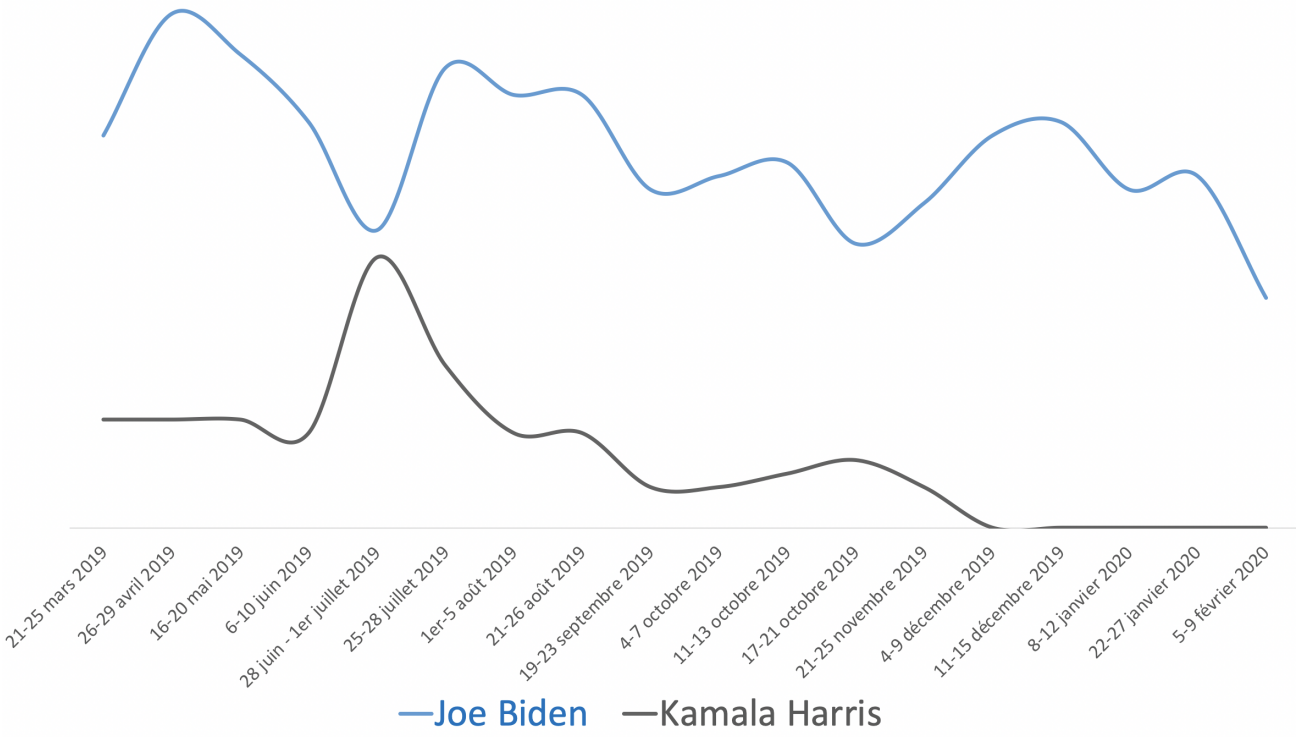
Après les *midterm elections* de 2018, qui voient le Parti démocrate engranger 41 sièges et reconquérir la Chambre des représentants, Joe Biden (30%) renforce son ascendant. Il creuse l'écart avec Bernie Sanders (14%), tous les autres candidats potentiels pâtissant de scores

inférieurs à 10%. En mars 2019, 67% des sympathisants démocrates souhaitent qu'il déclare sa candidature. Personne ne constitue une menace sérieuse pour l'ex-*Veep*. Les candidatures de Beto O'Rourke, ancien représentant du Texas, Bill de Blasio, le maire de New York City, ou Amy Klobuchar, sénatrice du Minnesota, sont testées mais ne parviennent pas à séduire. Hillary Clinton fait également savoir à cette période qu'elle n'envisage pas de prendre une revanche. Joe Biden saisit l'occasion le 25 avril 2019 et annonce pour la troisième fois sa candidature à l'élection suprême.

Selon un schéma classique, déjà observé dans d'autres élections primaires, le *front-runner* Joe Biden va subir et résister à plusieurs assauts successifs émanant de différentes personnalités.

Lors du premier débat le 28 juin 2019, Kamala Harris lui reproche d'avoir collaboré avec des sénateurs ségrégationnistes par le passé. La défense de Joe Biden est peu convaincante et la sénatrice de Californie réussit un coup d'éclat médiatique, qui lui assure une progression aussi forte qu'éphémère dans les intentions de vote. Dès la fin de l'été, Joe Biden a retrouvé le niveau qui était le sien avant cette algarade télévisée.

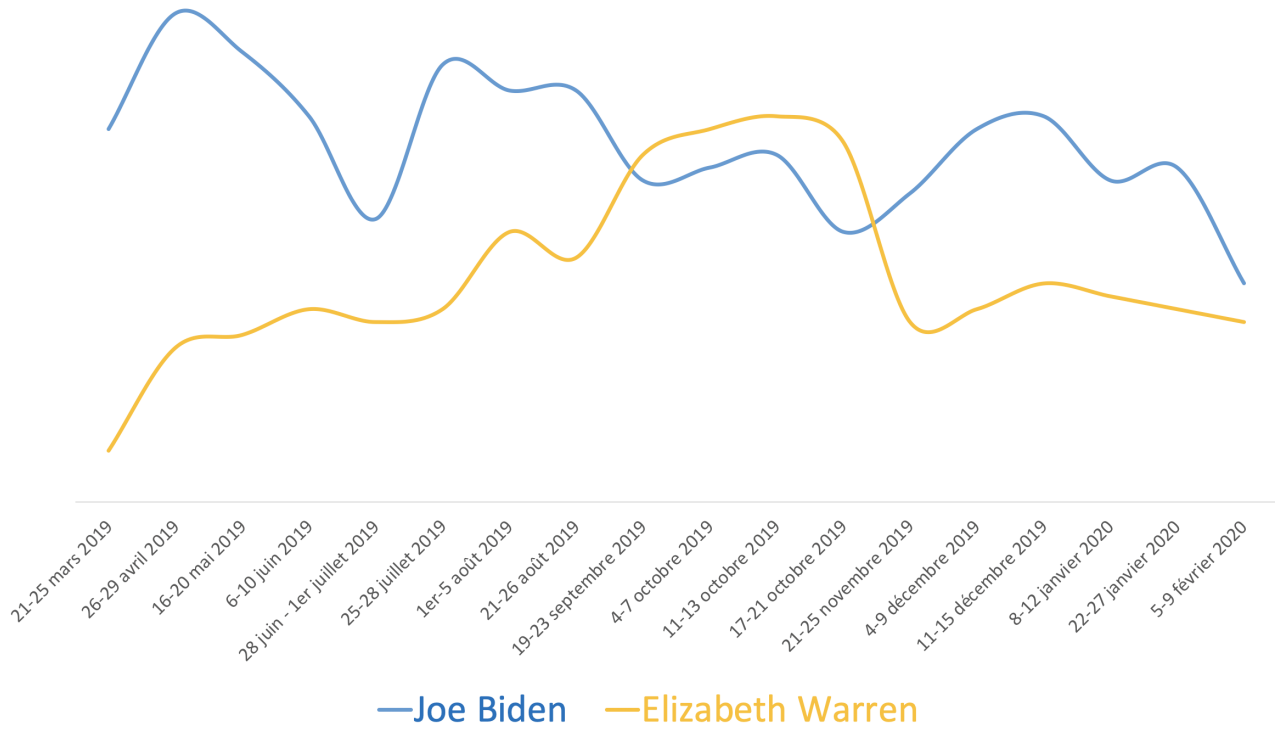
**Graphique 1. L'évolution des intentions de vote des sympathisants démocrates**




*Source : Quinnipiac University Poll.*

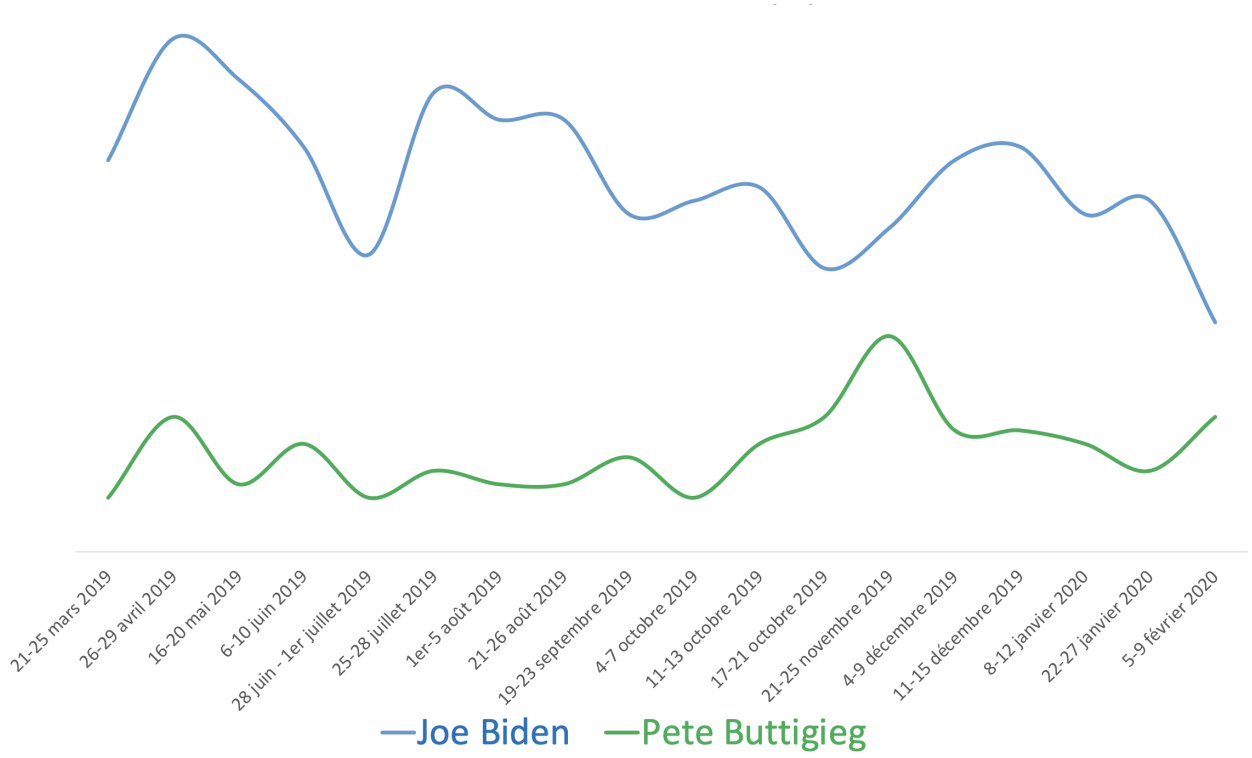
Le deuxième coup de butoir est donné par Elizabeth Warren, qui déploie une campagne de proximité importante. Moins radicale que Bernie Sanders, mais tout aussi pugnace pour dénoncer Wall Street, elle enclenche une dynamique électorale qui lui permet de devancer de quelques points Joe Biden dans les intentions de vote à l'automne 2019. Elle se trouve ensuite éclipsée par Pete Buttigieg, le maire de South Bend (Indiana) qui réalise une percée sans lendemain.

**Graphique 2. L'évolution des intentions de vote des sympathisants démocrates**




*Source : Quinnipiac University Poll.*

**Graphique 3. L'évolution des intentions de vote des sympathisants démocrates**



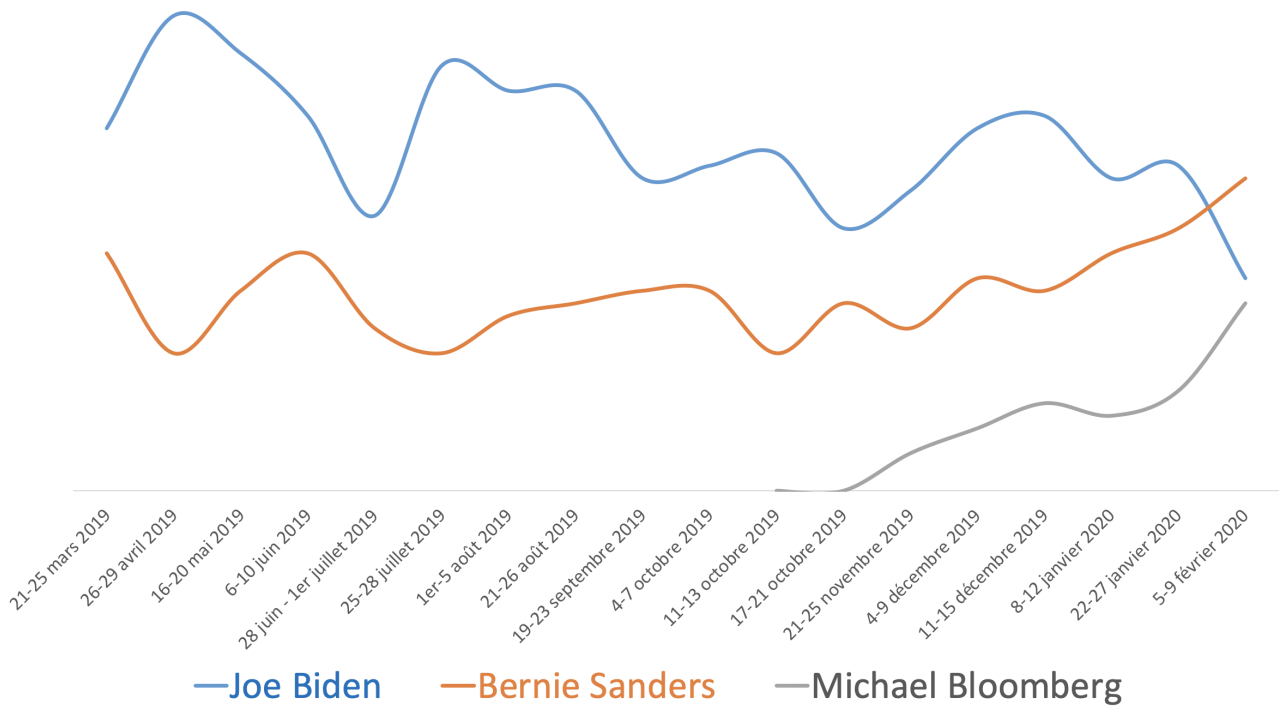

*Source : Quinnipiac University Poll.*

Face à tous ces concurrents, Joe Biden dispose alors de l'argument électoral ultime : il est identifié comme le candidat qui possède « les meilleures chances pour battre Donald Trump lors de l'élection générale » (42%). Personne ne lui arrive à la cheville dans ce domaine. Bernie Sanders (14%) et Elizabeth Warren (12%) ne peuvent rivaliser. Or, 50% des électeurs démocrates préfèrent l'investiture du candidat « le plus susceptible de gagner » (50%) à celui dont ils sont le plus proches idéologiquement (41%). Le vote stratégique affirme donc sa prépondérance. Mais les positions politiques avec lesquelles les sympathisants se déclarent le plus en adéquation sont tout de même celles de Joe Biden (23%), la concurrence d'Elizabeth Warren (19%) et Bernie Sanders (16%) étant plus marquée sur cet aspect.

À la fin de l'année 2019, alors que le champ politique s'éclaircit sous l'effet des abandons de plusieurs candidats de second plan, Joe Biden doit encore faire face à deux personnalités qui fragilisent sa suprématie. Il affronte d'abord Michael Bloomberg, le magnat des médias, qui annonce sa candidature en novembre. L'ancien maire républicain de New York City (2002-2013) revient dans le camp démocrate au terme d'un itinéraire politique sinueux. Il dépense la somme record de 676 millions de dollars et sature l'espace médiatique, ce qui assure sa progression dans les sondages. Sa dynamique est brutalement stoppée par ses mauvaises performances lors des débats télévisés et par la concurrence de Bernie Sanders qui cherche à porter l'estocade à Joe

Biden.

**Graphique 4. L'évolution des intentions de vote des sympathisants démocrates**




*Source : Quinnipiac University Poll.*

Le sénateur du Vermont connaît une série de victoires électorales, ce qui lui permet d'évincer Joe Biden et de prendre la première place dans les intentions de vote. Il emporte la primaire du New Hampshire le 11 février 2020, puis celle du Nevada le 22 février. Mais Joe Biden sort vainqueur en Caroline du Sud (29 février). Il reçoit le soutien de plusieurs candidats et emporte l'avantage dans plusieurs États lors du *Super Tuesday* (3 mars). Le 8 avril, Bernie Sanders suspend sa campagne, puis rallie Joe Biden qui devient le candidat présidentiel présomptif (*presumptive nominee*).

Au final, cette primaire a obéi au modèle traditionnel : c'est le concurrent le plus modéré qui a obtenu l'investiture. La notoriété de Joe Biden, qui lui a permis d'occuper la position de favori très en amont du scrutin, a également constitué un avantage. De ce point de vue, il faut noter que le Parti démocrate a perdu l'audace de désigner des inconnus, comme Jimmy Carter en 1976 ou Bill Clinton en 1992. Il ne parvient pas non plus à faire le pari de la jeunesse et du renouvellement. Pour affronter Donald Trump (74 ans), il a choisi Joe Biden (77 ans), entré en politique en 1972, dont la

première campagne présidentielle date de 1987 et qui a éliminé Elizabeth Warren (71 ans), Michael Bloomberg (77 ans) et Bernie Sanders (79 ans).

Face à cette tendance gérontocratique, aggravée par la *speaker* Nancy Pelosi (80 ans), la sélection d'un jeune candidat pour la vice-présidence est apparue comme une nécessité. Dénué de rancune, le choix de Joe Biden s'est porté sur Kamala Harris. Âgée de 55 ans (soit 22 ans de moins que son colistier), la sénatrice de Californie présente également le double avantage d'être une femme issue d'une minorité ethnique, ce qui équilibre (ou atténue pour une partie de l'électorat démocrate) la dimension masculine et WASP de Joe Biden. Après Geraldine Ferraro en 1984 et Sarah Palin en 2008, elle devient la troisième femme candidate à la vice-présidence.

Le choix de cette colistière est jugé « excellent » ou « bon » par 52% des électeurs, soit un jugement légèrement meilleur que celui porté sur la sélection de Tim Kaine par Hillary Clinton il y a quatre ans (49%). Kamala Harris donne le sentiment à une majorité (57%) d'avoir les qualités requises pour devenir présidente, si cela devenait nécessaire et comme le prévoit l'article II de la Constitution. 52% des Américains ont « une impression favorable » de Kamala Harris, contre seulement 44% en ce qui concerne le vice-président actuel Mike Pence.

Côté républicain, le président sortant n'a pas rencontré d'obstacles pour obtenir l'appui de sa formation politique. En mars 2019, 76% des sympathisants républicains estimaient que le parti devait lui accorder à nouveau l'investiture. Inférieur à celui enregistré par Barack Obama en décembre 2011 (81%), ce taux traduit tout de même un large soutien de la part de son électorat. 56% des sympathisants républicains ne souhaitaient pas voir une personnalité de son camp contester la candidature du président sortant. À la différence de George H. Bush accroché par Pat Buchanan en 1992, Donald Trump a aisément emporté les primaires républicaines.

## Une conjoncture contraire pour Donal Trump

Les conventions d'investiture constituent des périodes importantes dans la campagne présidentielle américaine. Événements politico-médiatiques par excellence, elles offrent successivement à chaque candidat un temps d'antenne considérable pendant plusieurs jours. Chaque équipe de campagne y voit l'opportunité d'installer son message politique en démontrant l'enthousiasme des militants pour enclencher une dynamique victorieuse. Historiquement, à l'issue immédiate de la convention, une progression dans les sondages, nommée *bump* (bosse) ou *bounce* (rebond), était enregistrée.

Rien de tel cette année. En raison de la situation sanitaire, la convention démocrate (17-20 août)

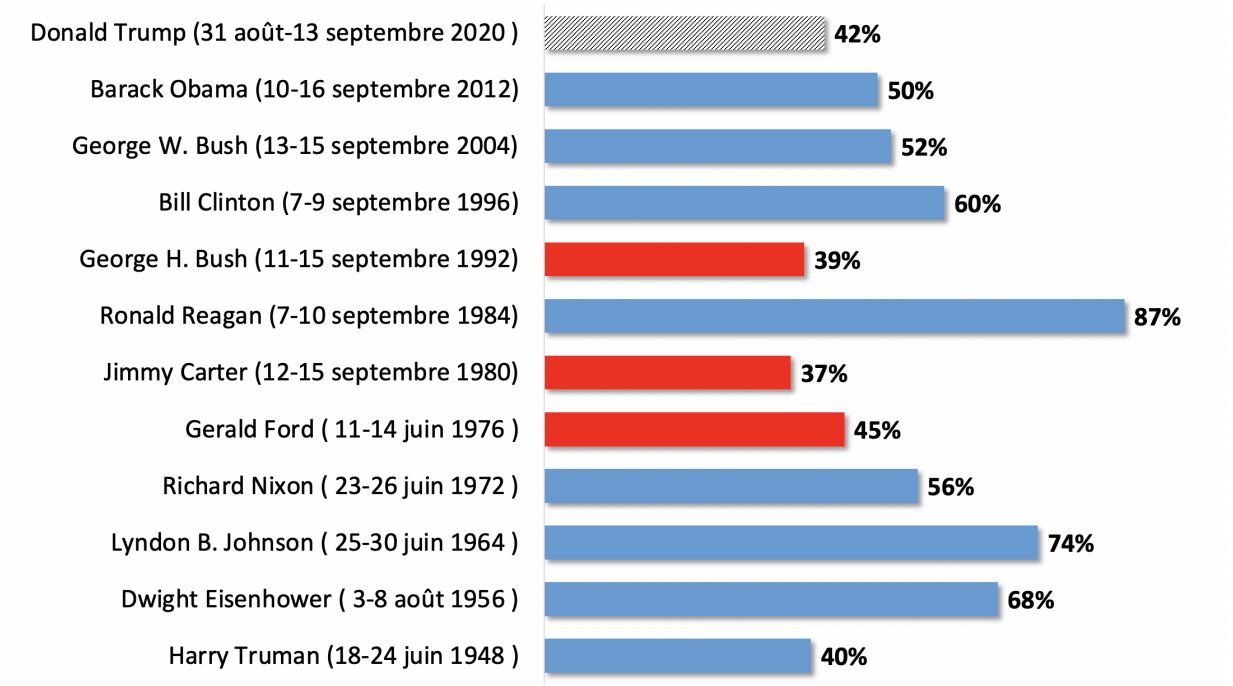
s'est limitée à une succession de prises de parole en studio. La convention républicaine (24-27 août) s'est déroulée de façon identique, à l'exception du discours d'investiture de Donald Trump prononcé depuis la pelouse sud de la Maison Blanche. Dans ces conditions particulières, les deux conventions ont reçu peu d'écho. Le taux de téléspectateurs a accusé une baisse d'environ 25%. Les instituts n'ont pas relevé de variations significatives dans les intentions de vote de l'un ou l'autre des candidats.

La moitié des électeurs (49%) se montrent satisfaits des deux candidats officiellement désignés lors des conventions, un score en hausse de 9 points par rapport à 2016. Seuls 42% des sympathisants démocrates se déclarent satisfaits du candidat désigné par leur parti. Ce niveau très bas correspond à celui d'Hillary Clinton en 2016 (43%). Il est inférieur de 30 points à celui concernant Barack Obama en 2008 (72%) et de 19 points à celui du dernier candidat démocrate défiant un président républicain sortant, John Kerry en 2004 (61%). *A contrario*, parmi les sympathisants républicains, la satisfaction est beaucoup plus forte : elle s'établit à 59%, contre 40% seulement en 2016. Ce niveau de satisfaction est supérieur à ceux dont ont bénéficié Mitt Romney en 2012 (52%), John McCain en 2008 (47%) ou Bob Dole en 1996 (44%).

S'il a su conquérir les faveurs de la base du parti, Donald Trump aborde cependant l'élection dans une position rendue inconfortable par une conjoncture qui lui est contraire. Les principaux indicateurs concernant l'état d'esprit des électeurs sont très négatifs. 72% des électeurs jugent que « les choses vont dans la mauvaise direction » (contre 62% en 2016. Seuls 14% des Américains sont satisfaits de la façon dont les choses évoluent aux États-Unis. Ce taux est inférieur à celui enregistré à l'automne 2008, à l'aube de la dernière période de crise économique (18%). Il est très éloigné des chiffres de 2012 (24%) et 2016 (27%).

La cote de popularité (*job approval*) de Donald Trump constitue un autre élément pénalisant. Elle s'établit à 42% en septembre 2020 selon Gallup. Ce taux est comparable à ceux enregistrés pour les trois derniers présidents battus au terme de leur premier mandat : George H. Bush (39%), Jimmy Carter (37%) et Gerald Ford (45%). Inversement, les sortants réélus ont tous abordé l'élection avec une cote égale ou supérieure à 50% : Barack Obama (50%), George W. Bush (52%), Richard Nixon (56%), Bill Clinton (60%), Dwight Eisenhower (68%), Lyndon B. Johnson (74%) et surtout Ronald Reagan (87%). Une seule exception doit être relevée : Harry Truman a été reconduit dans ses fonctions en dépit d'une cote de popularité minoritaire (40%) mais qui avait été enregistrée en juin 1948, dernière mesure réalisée avant le scrutin.

**Graphique 5. La cote de popularité des présidents américains (*job approval*) se présentant à la réélection**




*Source : Gallup.*

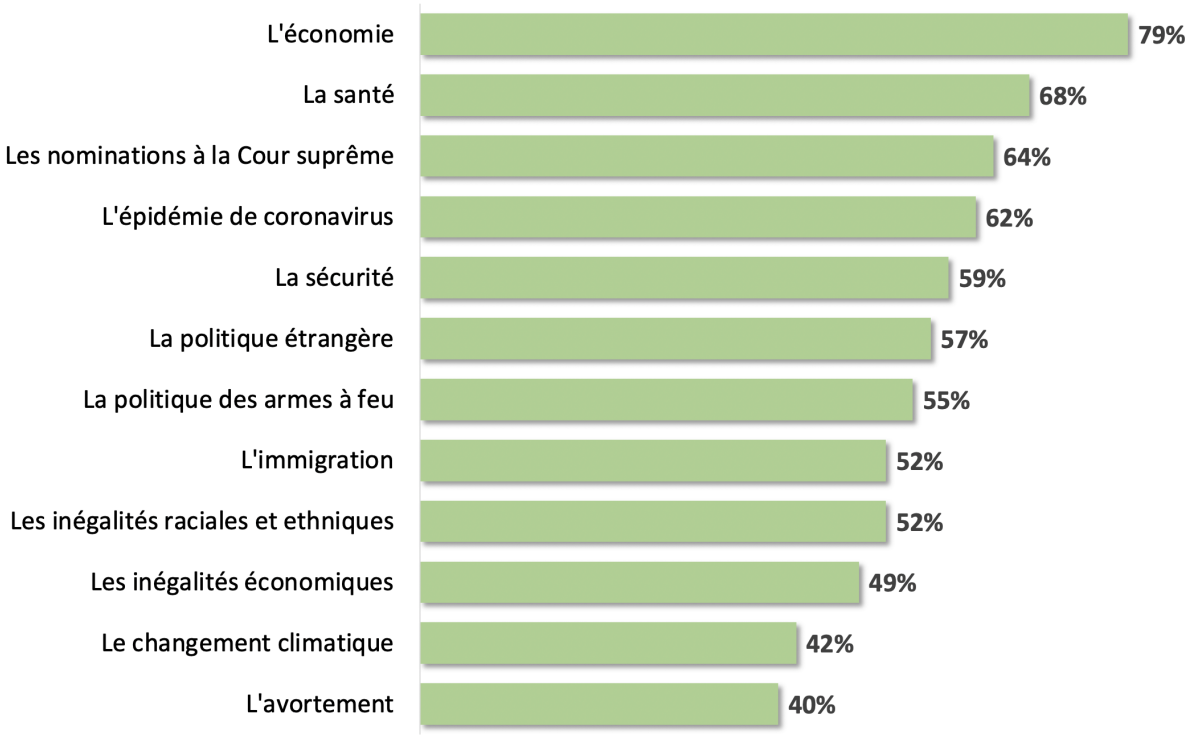
La comparaison des images respectives des deux candidats tourne à l'avantage de Joe Biden, qui surclasse son adversaire sur tous les aspects personnels. Sa force ? La proximité avec les électeurs. Il « s'intéresse aux gens comme vous » (52% contre 41%) et « partage vos valeurs » (52% contre 39%). Il est également perçu comme « honnête et digne de confiance » (53% contre 36%). S'il dispose des capacités pour « gérer efficacement le gouvernement » (52% contre 43%), un doute apparaît en ce qui concerne sa santé, seul point sur lequel le président sortant rivalise : 48% des Américains estiment qu'il a « l'endurance et l'acuité nécessaires pour être président » contre 46% pour Donald Trump, qui appuie sur la faiblesse de son adversaire en le surnommant *Sleepy Joe* (« Joe l'endormi »).

Autre atout pour le démocrate, son programme est globalement mieux évalué. Les interviewés considèrent qu'il possède « un plan clair pour résoudre les problèmes du pays » (49% contre 43%) et se projettent positivement dans une éventuelle présidence Biden : il « préservera les Américains du danger » (51% contre 45%), « changera au mieux le gouvernement » (52% contre 42%) et « unira le pays » (56% contre 36%).

Le candidat démocrate paraît ainsi mieux armé pour répondre aux attentes des citoyens, en particulier dans le domaine sanitaire, qui focalise les préoccupations : une majorité d'Américains

se disent « très inquiets » ou « assez inquiets » de la possibilité qu'eux ou un membre de leur famille puissent être contaminés par le coronavirus, qui a déjà emporté 200 000 vies aux États-Unis. L'inquiétude est d'autant plus forte que 46% de la population considère que l'épidémie n'est « pas du tout sous contrôle ». La gestion présidentielle de la crise sanitaire est majoritairement désapprouvée (59%). Une majorité d'Américains estiment que Joe Biden ferait mieux que Donald Trump en ce qui concerne « la réponse à l'épidémie de coronavirus » (53% contre 41%), et plus généralement en matière de santé (55% contre 40%).

**Graphique 6. Les enjeux de l'élection présidentielle selon les électeurs**




*Source : Pew Research Center.*

Mais, parmi les thèmes de l'élection, l'épidémie de coronavirus (62%) et la santé (68%) sont nettement devancées par l'économie. Conformément aux campagnes précédentes, il s'agit de l'enjeu cité en priorité par les électeurs (79%, et même 88% parmi les sympathisants républicains). Après avoir connu une prospérité sans équivalent depuis plusieurs années, la situation de l'économie américaine s'est effondrée à quelques mois de l'élection, comme ce fut déjà le cas en septembre 2008 avec la crise déclenchée par la faillite de Lehman Brothers.

L'avantage concurrentiel dont disposait Donald Trump en matière économique s'atténue. Alors qu'en mai dernier il était nettement devancé dans ce domaine (42% contre 54%), Joe Biden apparaît désormais tout aussi capable de gérer la situation (48% contre 49%). La gestion par le président de l'économie reste encore jugée favorablement par 50% des Américains. Une des clés de l'élection se situe ici : le président sortant parviendra-t-il à convaincre les électeurs qu'il est capable de rebâtir rapidement « la meilleure économie du monde » ?

À côté de la situation sanitaire et de la crise économique qui ont partie liée, un troisième enjeu occupe une place importante dans la campagne : la nomination des juges à la Cour suprême (64%), qui dépassait en importance le coronavirus avant même le décès du juge Ruth Bader Ginsburg. Cette prérogative présidentielle, que Donald Trump a exercée deux fois, fait l'objet d'une attention considérable tant la composition de cette institution judiciaire oriente l'évolution de la société.

Les discriminations et les inégalités entre les groupes ethniques (52%) se situent plus bas dans la hiérarchie des enjeux de l'élection, même si 55% des Américains estiment qu'aujourd'hui le racisme est « un gros problème » dans la société américaine. Ce constat fait l'objet d'un clivage marqué : il est partagé par 51% des Blancs et 78% des Noirs, soit un fossé de 27 points. Et Joe Biden apparait comme le mieux placé pour traiter la question de « l'inégalité raciale aux États-Unis » (56% contre 38%), qui a polarisé l'attention médiatique lors de la mort de George Floyd.

Les manifestations organisées en juin dernier dans tout le pays en réponse à cet événement tragique ont été soutenues par deux tiers des Américains (67%). L'opinion publique se montre confiante dans la capacité de ces manifestations à améliorer la situation. 55% des citoyens estiment qu'elles « conduiront à des réformes significatives », notamment sous l'action du mouvement Black Lives Matter perçue favorablement (57%).

L'intervention du gouvernement fédéral dans les villes où les manifestations contre les brutalités policières sont devenues violentes a clivé la population et suscité autant de soutien (48%) que d'opposition (47%). D'une manière générale, la réponse apportée par Donald Trump à ces manifestations a fait plus de « mal » (58%) que de « bien » (33%). Mais le candidat républicain cherche à remettre au premier plan la thématique sécuritaire. Pour l'instant, la lutte contre la criminalité violente se classe en cinquième position des enjeux de l'élection (59%, mais 74% parmi les sympathisants républicains). Notons enfin la faible importance relative du changement climatique, relégué en avant-dernière position (42%) malgré l'attention de 68% des sympathisants démocrates.

Résumons la toile de fond de l'élection. La morosité caractérise l'état d'esprit des électeurs, dans

lequel cohabitent des craintes sanitaires fortes et des inquiétudes économiques plus vives que lors de la Grande Récession. Joe Biden possède un avantage en termes d'image et de programme. La présidence de Donald Trump est globalement désavouée. Sa gestion de la crise sanitaire est rejetée, tandis que sa compétence en matière économique, qui jusque-là constituait son atout majeur, s'estompe. Comment ces éléments se traduisent-ils électoralement ?

## Un rapport de forces plus favorable à la candidature démocrate qu'en 2016

Une des caractéristiques de la campagne en cours réside dans le fait que les électeurs redoutent des irrégularités lors du vote du 3 novembre prochain. D'éventuelles ingérences étrangères dans le scrutin, qu'elles proviennent de Chine (64%) ou de Russie (57%), sont majoritairement jugées probables. Les deux candidats eux-mêmes sont soupçonnés d'envisager le recours à la fraude. 52% des électeurs estiment qu'il est probable que la campagne de Donald Trump « essaye de tricher pour l'emporter en novembre, si cela est nécessaire ». L'entourage de Joe Biden souffre d'une suspicion inférieure mais significative (39%).

Les deux camps n'identifient pas les mêmes sources de fraudes potentielles. Les sympathisants démocrates citent la Russie (40%), Donald Trump (31%) et les Républicains (16%). Les sympathisants républicains pointent en majorité les démocrates (55%), puis la Chine (11%). Le vote par courrier postal (*vote-by-mail*) est également perçu comme un risque pour la sincérité du scrutin par 5% des Américains (mais 11% des sympathisants républicains).

Facilité depuis l'élection présidentielle contestée de 2000, le vote par correspondance apparaît comme une mesure prophylactique pour éviter de transformer les bureaux de vote en lieux de diffusion massive du coronavirus d'une part et limiter l'abstention liée à la crainte de la contamination d'autre part. 50% des électeurs disent ainsi qu'il sera « très » ou « assez facile » de voter, contre 85% lors des dernières élections de mi-mandat en 2018.

Ce contexte sanitaire favorise le recours au vote par correspondance, dont les conditions d'exercice varient selon les États. Il peut être utilisé sans condition dans 34 États (57%, soit 118 millions d'électeurs). Dans 9 États (21%, 44 millions d'électeurs), le bulletin de vote est même envoyé directement aux personnes inscrites sur les listes électorales. Le vote par correspondance est autorisé dans les 7 derniers États (22%, 46 millions d'électeurs), mais doit être justifié.

À cet égard, une majorité des électeurs estiment que ce serait « une bonne idée » de permettre à davantage de citoyens de voter par correspondance cette année (58%). Les sympathisants

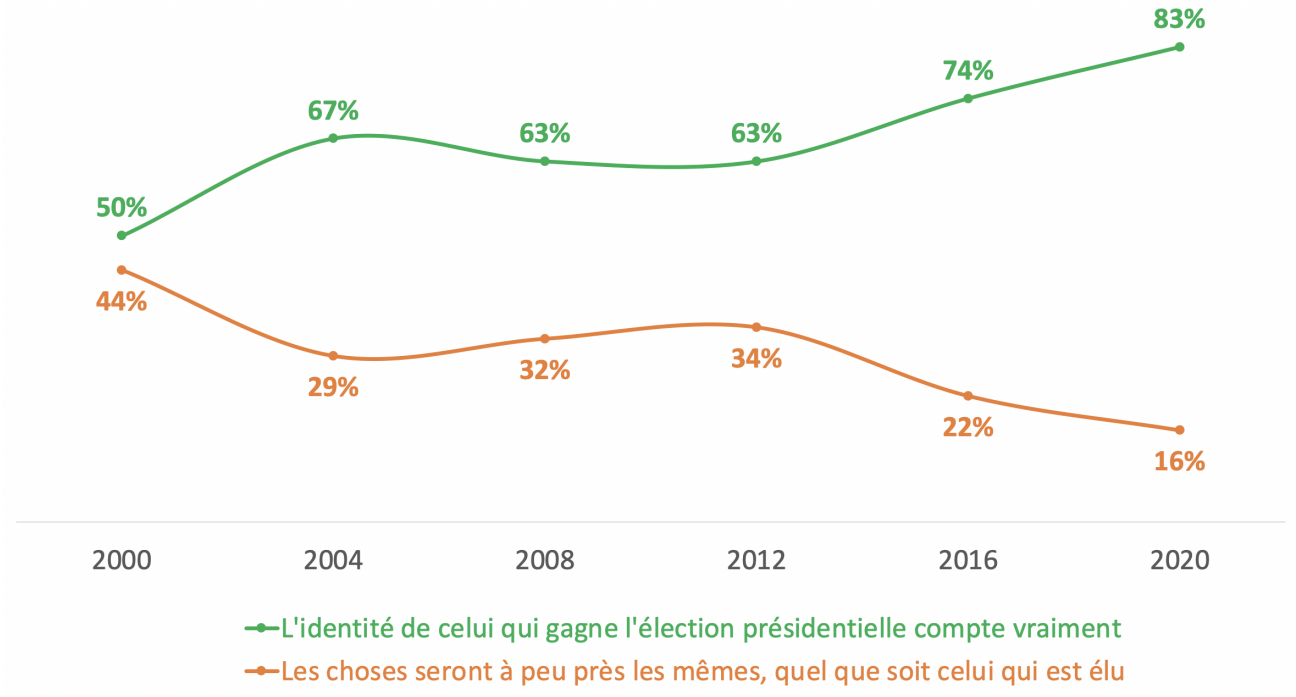
démocrates adhèrent massivement à cette solution (90%, contre seulement 10% des sympathisants républicains), parce que leur électorat est le plus difficile à mobiliser. L'abaissement des coûts individuels associés au vote traditionnel (identifier l'adresse de son bureau, s'y rendre, patienter, etc.) favorise Joe Biden.

Cette adhésion de principe au vote par correspondance se double d'une intention de recours élevée : près de la moitié des électeurs déclarent qu'il est « très probable » (32%) ou « assez probable » (16%) qu'ils votent de cette façon. On observe à ce sujet un clivage très prononcé selon la proximité partisane. Les sympathisants démocrates disent à hauteur de 50% qu'il est « très probable » qu'ils aient recours à cette solution, contre seulement 16% des sympathisants républicains. Moins urbains et de ce fait plus éloignés des foyers de l'épidémie, les électeurs de Donald Trump se prononcent à hauteur de 80% en faveur du vote traditionnel, dans le bureau de vote.

Au total, les estimations évaluent à plus de 80 millions le nombre de bulletins de vote qui devraient être envoyés par voie postale cette année, soit deux fois plus qu'en 2016. Déjà en 2018, lors des *mid-terms*, un record avait été battu (40 millions de bulletins). La participation avait alors progressé de 13 points (50% contre 37% en 2016, soit le niveau le plus élevé enregistré depuis 1914 !). Le doublement estimé du vote par correspondance et la présence mobilisatrice (pour le soutenir ou pour le démettre) de Donald Trump invitent à considérer l'hypothèse d'une hausse de la participation par rapport à 2016 (55,5%), en dépit d'une baisse de l'affluence dans les bureaux de vote.

Un autre élément confirme l'hypothèse d'une mobilisation électorale en hausse : 83% des Américains estiment que l'identité du vainqueur de l'élection « compte vraiment ». Il s'agit d'un niveau record depuis l'an 2000. Dans ces conditions, 83% des personnes inscrites sur les listes électorales se déclarent « très motivées » à l'idée de voter en novembre prochain. 40% se disent même « plus enthousiastes » à cette perspective (et 43% « aussi enthousiastes »). Ce niveau d'enthousiasme, qui est un facteur décisif pour la participation électorale, a progressé de 10 points parmi les sympathisants républicains (42% contre 32% en 2016). Il a bondi parmi les sympathisants démocrates passant de 20% en 2016 à 47% aujourd'hui.

**Graphique 7. L'évolution de l'importance perçue de l'élection présidentielle américaine**




*Source : Pew Research Center.*

Depuis le début de la campagne, Joe Biden est en tête des intentions de vote mesurées auprès de l'ensemble des Américains. Il dispose d'une avance de 6 points dans la moyenne des sondages établie par RealClearPolitics (50,1% contre 42,9% le 1er octobre). Le reste des voix se répartit entre Howie Hawkins, le candidat du Green Party, et Jo Jorgensen, celui du Libertarian Party. Anecdotique, la candidature de Kanye West rencontre un écho proche de zéro dans les sondages.

Au-delà du rapport de force global, il faut noter que le soutien apporté à Donald Trump par ses électeurs est plus intense (66% de ses électeurs le « soutiennent fortement », contre 46% parmi les électeurs de Joe Biden). Le président sortant obtiendrait majoritairement le vote des électeurs blancs (54%), âgés de plus de 50 ans et pas ou peu diplômés (54%). Il conserverait le vote de 94% de ses électeurs de 2016, quand Joe Biden séduirait 96% des électeurs d'Hillary Clinton.

Interrogés dans le cadre d'une question ouverte sur les raisons de leur soutien à Joe Biden, ses électeurs citent spontanément une seule réponse majoritaire : « ce n'est pas Trump » (56%). Être le bras armé de l'anti-trumpisme est son principal atout. Son « leadership » (19%) ou sa « personnalité » (13%) comptent beaucoup moins. La préoccupation principale des électeurs démocrates concerne « l'âge et la santé » (31%) de Joe Biden, qui est deux fois plus âgé que la médiane américaine (38 ans).

Les raisons de l'adhésion au président sortant sont beaucoup plus éclatées. Ses soutiens mettent en avant son « leadership » (23%), ses « positions » (21%) et en troisième position seulement le fait qu'il « n'est pas Biden » (19%). Parmi les éléments de doute concernant leur propre candidat, ils citent d'abord « son tempérament » (25%).

Jusqu'à présent Joe Biden n'a jamais été devancé par Donald Trump dans les intentions de vote au niveau national. Cette domination n'a aucune conséquence électorale directe. La seule menace de cette situation est d'accréditer une grille d'interprétation anticipée de l'élection, qui pourrait potentiellement démobiliser une partie de l'électorat démocrate convaincue de la victoire. Conscient de ce risque, le camp de Joe Biden prend grand soin de rappeler régulièrement le précédent de 2016.

Malgré les intentions de vote, Donald Trump est en tête du pronostic de victoire : 48% des électeurs estiment qu'il va gagner l'élection (contre 43% pour Joe Biden). Sa réélection est attendue par 92% des sympathisants républicains, quand seulement 80% des sympathisants démocrates attendent le succès de leur champion. 55% des électeurs estiment que dans leur entourage il existe des « électeurs secrets » (*secret voters*) qui soutiennent le président sortant, mais sans l'assumer ouvertement. Ce sentiment est partagé par 67% des électeurs de Donald Trump et même 49% des électeurs de Joe Biden.

Même si l'évaluation du vote populaire renseigne sur l'état d'esprit des électeurs, c'est comme toujours au niveau local qu'il convient d'observer le rapport de forces, dans les États contestés (*Battleground States*) parce qu'ils peuvent basculer (*Swing States*) d'un côté ou de l'autre. Le candidat démocrate est en tête dans plusieurs États gagnés par Barack Obama en 2008 et 2012, mais perdus par Hillary Clinton en 2016 : la Floride, le Michigan, la Caroline du Nord, la Pennsylvanie et le Wisconsin. Mieux, il devance Donald Trump dans les intentions de vote recueillies en Arizona, un État qui comprend 11 grands électeurs et dans lequel le candidat républicain a systématiquement été élu lors de tous les scrutins présidentiels depuis 1952 (sauf en 1996).

La moyenne des derniers sondages État par État indique pour l'heure que le candidat démocrate serait vainqueur avec 334 grands électeurs, c'est-à-dire un score proche de celui de Barack Obama en 2012 (332 grands électeurs). Une équipe de chercheurs de l'Université de Sidney a appliqué aux intentions de vote mesurées dans treize États-bascule l'erreur moyenne observée en 2016, à la même distance du scrutin. Si les sondages d'aujourd'hui sont aussi faux que ceux d'hier, Joe Biden emporterait tout de même l'élection avec une marge confortable de 304 grands électeurs.

Globalement et localement, le rapport de forces semble par conséquent plus favorable à la

candidature démocrate qu'il y a quatre ans. À un mois du scrutin, une nouvelle victoire de Donald Trump reste tout de même de l'ordre du possible, bien que peu probable. La confrontation des deux candidats lors des différents débats peut transformer le rapport de forces. Un changement de dernière minute est toujours envisageable. Le président peut convaincre sur le rétablissement de l'économie, alors que les marchés financiers battent de nouveaux records. La candidature de Joe Biden souffre de faiblesses réelles (son âge, une campagne *a minima*, un soutien modéré de la part de sa base électorale).

Annoncée à un mois du scrutin, la contamination au Covid-19 de Donald Trump pourrait entraîner un regain de popularité, comme celui dont a bénéficié éphémèrement le Premier ministre britannique Boris Johnson en avril 2020. Est-ce que cela sera suffisant pour renverser le déséquilibre d'image entre les deux candidats ? Les réserves de voix de Donald Trump sont limitées et un différentiel de mobilisation, comme celui qui avait assuré sa victoire surprise en 2016, semble incertain tant la base démocrate est galvanisée par la perspective de sortir le sortant.

Se pose alors une question : quelle serait la réaction de Donald Trump en cas de défaite ? Le dépouillement des résultats pourrait être marqué par une grande confusion, notamment en ce qui concerne le vote par correspondance, ce qui ouvrirait la voie à des contestations. Pour 87% des Américains, une fois que chaque État aura certifié les votes, le perdant aura « l'obligation d'accepter les résultats et de reconnaître sa défaite ». Joe Biden respectera le choix des électeurs pour 68% des personnes interrogées. En revanche, une majorité (55%) estime que le président sortant, s'il était battu, ne se plierait pas aux résultats des urnes et livrerait une guerre judiciaire aussi longue qu'acharnée.

## Conclusion

Les présidents n'ayant effectué qu'un seul mandat constituent une exception dans l'histoire politique américaine : parmi les 44 prédécesseurs de Donald Trump, seuls 10 ont échoué dans leur tentative de réélection, le dernier en date étant George H. Bush en 1992 (mais à la fin d'un cycle électoral de douze ans ouvert par Ronald Reagan). La courte durée du mandat présidentiel (quatre ans) favorise une réélection présentée par le sortant comme nécessaire pour achever l'œuvre politique entamée. C'est le sens du slogan *Keep America Great Again*, qui succède au *Make America Great Again* de 2016.

Pourtant, la perspective de voir Donald Trump devenir un *one-term president* gagne en crédibilité. Les principaux indicateurs d'opinion font chorus pour annoncer sa défaite probable. Joe Biden prend le contre-pied systématique de son adversaire et s'applique à faire de l'élection un

référendum anti-Trump. S'il l'emporte, le trumpisme n'aura été qu'une poussée de fièvre populiste successive à un *hold-up* électoral. Mais la présidence du 46e locataire de la Maison Blanche, élu davantage sur le rejet de Donald Trump que sur un vote d'adhésion à son programme ou à sa personne, reposerait alors sur des bases très fragiles.